

# Une relecture du projet européen

ENRICO LETTA<sup>1</sup>

**JEAN-BAPTISTE FRANÇOIS<sup>2</sup>** : Nous allons vous demander tout à la fois de défendre l'Europe et d'avoir un propos critique. À quel moment de l'Europe sommes-nous ? N'est-elle pas en crise d'adolescence ?

**ENRICO LETTA** : Je vais vous raconter un petit épisode lié à mon enfance strasbourgeoise. Quand je suis devenu premier ministre en Italie, j'ai tout de suite fait un voyage européen Bruxelles-Paris-Berlin deux jours après l'élection pour donner tout de suite l'idée que c'était là mon âme et ce que je voulais pour mon pays. Quand j'arrive à l'Élysée, le président de la République sort une lettre qui provenait de mon institutrice de l'école de la rue Brûlée à Strasbourg, où il était écrit « Monsieur le président de la République, vous pouvez faire confiance à ce jeune homme, il a été élevé selon de bons principes, vous pouvez donc travailler avec lui. » Je conserve cette lettre dans mon cœur.

Je vais vous proposer une réflexion sur le futur de l'Europe en partant du grand changement que nous sommes en train de vivre, ce qui va nous aider à comprendre les problèmes et les difficultés auxquels elle est confrontée et pourquoi nous sommes tous déçus dans ce monde d'aujourd'hui.

Je commencerai avec le raisonnement que nous avons fait au Vatican. Le cardinal Marx, allemand, président de la COMECE, Commission des Évêques de la Communauté européenne, a organisé une rencontre avec le pape – il y avait une

---

1 Enrico Letta est ancien Premier ministre italien, président de l'Institut Jacques Delors.

2 Jean-Baptiste François est journaliste à *La Croix*.

délégation française importante. Nous nous sommes interrogés sur le changement que nous vivons et nous avons finalement trouvé une des clés importantes de ce changement. C'est une clé qui fait un parallèle entre l'histoire de l'Europe et le choix des papes. L'Esprit Saint existe dans le choix des papes et dans l'évolution de l'histoire. Prenons les trois papes de ces 70 dernières années. Le pape Roncalli, Jean XXIII, le pape Wojtyla, Jean-Paul II, le pape Bergoglio, François. Le premier, un italien, européen de l'Europe des pères fondateurs, père du *Concilio vaticano*, le père de la paix entre l'est et l'ouest, d'un monde marqué par cette séparation ; Jean-Paul II, le pape venu de l'est, qui a anticipé la chute du communisme et la réunification des deux Europe ; le pape François, venu de la *fine del mondo*, du « bout du monde », premier pape non européen et qui nous parle avec un langage tout à fait différent dans un monde qui n'est plus euro-centrique. Cette petite évolution historique, l'histoire des papes, leur magistère et ce que nous sommes aujourd'hui nous font comprendre quel est le grand cadre sur lequel nous devons raisonner.

Quand l'Europe a démarré, son rôle dans le monde était différent. Si nous continuons à imaginer le futur de l'Europe avec la même intensité, les mêmes idées que celles avec lesquelles nous avons commencé, nous ne pouvons pas aborder les problèmes d'aujourd'hui. Je vous cite deux exemples qui sont, de mon point de vue, les points clés de ce discours et je vais faire des propositions pour redonner du souffle à l'Europe.

Quel était l'état du monde quand l'Europe a commencé ? Un monde dans lequel l'Europe était le centre de tout. Nous avons encore des cartes géographiques faites à l'européenne, avec l'Europe au milieu, où le Groenland est presque aussi grand que l'Afrique alors que celle-ci est 14 fois plus grande. Aux débuts de l'Europe, le monde était composé de 3 milliards de gens et nous allons passer dans quelques années à 10 milliards, en une génération. Un changement d'une telle portée n'a jamais eu lieu dans l'histoire de l'humanité. Le pape François nous rappelle avec *Laudato si* que l'Europe était une pour nourrir les 3 milliards, et qu'elle sera une pour nourrir les 10 milliards. Ce qui nous fait comprendre pourquoi la question environnementale, du climat, est aussi importante. Dans ce discours, nous les Européens, nous sommes restés les mêmes, nous étions un sur six, nous serons un sur vingt. Je pourrais le raconter autrement : en passant de 3 à 10 milliards, qui sont les 7 milliards de gens qui se sont ajoutés dans l'espace d'une vie ? Ils sont tous asiatiques, américains, africains. C'est la vie qui a changé devant nous. Ce n'est pas seulement la démographie, mais aussi le poids de l'économie. Quand Giscard d'Estaing et Schmidt, en 1974-75, ont donné naissance au Conseil européen, l'assemblée des chefs de gouvernement et d'États, l'Europe était à 9, le Royaume-Uni venait d'entrer, il y avait donc quatre grands pays européens avec la France, l'Allemagne et l'Italie. Pour réfléchir au niveau mondial, ils ont inventé le G7, les quatre grands pays européens, plus les trois autres pays les plus puissants : Japon, États-Unis,

Canada. C'était les sept plus grandes puissances sur le plan économique, l'autre critère étant qu'ils étaient tous des démocraties libérales.

Quand on sait que dans ce monde de 10 milliards d'habitants, les Européens seront un sur vingt, si on devait refaire dans 10 ans la liste des sept pays les plus importants du monde, avec les mêmes critères que Schmidt avait employés, il n'y aurait aucun pays européen parmi les sept, les Allemands seraient les 8<sup>e</sup> ! La Corée du Sud les auraient dépassés, l'Indonésie, le Brésil, les sept pays viendraient tous du « bout du monde », comme le pape, et tous ne seraient pas des démocraties libérales telles que nous les concevons.

Alors quelle est notre idée, notre rôle, notre pensée sur le futur et où est l'Europe là-dedans ? Si le monde a changé de cette façon, que fait-on ? On continue avec nos idées de toujours ?

On continue à penser qu'on est le centre du monde, à faire l'Europe comme avant ou on pense que ce grand changement « dépayse » l'Europe, l'oblige à redéfinir sa mission ? Nous devons changer le logiciel de ce que nous faisons de l'Europe, sur l'Europe, comment nous la pensons par rapport à nos concitoyens. Elle ne peut plus être conçue comme une puissance économique et militaire qui serait au centre du monde et autosuffisante. Elle doit se voir comme un des lieux les plus attractifs au monde. Encore aujourd'hui, nombre d'hommes et de femmes espèrent que leurs enfants puissent grandir en Europe. Ce n'est pas une question de richesse. L'attractivité de ce que nous avons créé chez nous est quelque chose de plus.

Pourquoi sommes-nous en train de la perdre avec les Brexit, etc. ? Parce que nous avons peur de ce qui se passe dans le monde. Nous pensons que l'intégration, l'ouverture, l'idée européenne ne nous protègent pas. Je pense que nous devons reconsidérer l'Europe, la comprendre et la vivre comme une puissance de valeurs. Je ne parle pas de quelque chose de simple à définir, qui serait dépassé ou n'aurait plus de sens dans le monde d'aujourd'hui. Nous considérons trop souvent pour acquis le sens de nos valeurs. Nous sommes le seul continent au monde où les valeurs que nous défendons et définissons, nous les appliquons tous ensemble. Nous avons la chance de jouir d'un climat, d'un environnement, d'un paysage, d'une culture qui est ainsi parce que les générations précédentes nous les ont transmis. Nous avons le devoir de le faire avec nos enfants. Mais comment le faire dans un monde de plus en plus connecté et globalisé ? Je refuse que mes enfants vivent dans un monde dans lequel le climat, l'environnement suivraient des règles décidées par Trump et les Chinois. Je suis prêt à me battre pour éviter ça. C'est de notre responsabilité, nous Européens. Qu'est-ce que ça veut dire « avoir encore de l'influence dans le monde » ? On a déjà fait beaucoup de dégâts dans le passé... On pourrait dire qu'on veut vivre en paix, bien au calme chez nous, à l'abri. Mais ce discours n'a pas de sens, parce que la connectivité, la mobilité font que nous ne pouvons pas nous mettre à l'abri chez nous, faire comme le village d'Astérix. La seule alternative serait

d'être influents grâce à nos valeurs. J'ai pris l'exemple de l'environnement, mais je pourrais faire toute une liste :

- les droits des travailleurs
- la parité entre hommes et femmes
- la liberté d'enseignement
- la liberté de la presse
- le refus de la peine de mort
- le développement soutenable

Quand je parle d'un monde de brutes<sup>1</sup>, je parle d'un monde qui, autour de nous, ne reconnaît pas ces valeurs comme des valeurs essentielles. Il y a un quart, une moitié, un tiers du monde qui ne reconnaît pas ces points comme essentiels.

Nous ne pouvons pas rester sur la simple idée que chez nous, entre nous, on vit bien. Il faut travailler sur cette influence sur le monde de demain. Il y a des enjeux – l'environnement, le commerce, les règles sur la finance, le social – sur lesquels soit nous, Européens, nous mettons en condition de gagner cette bataille, soit ce sera le reste du monde qui va nous transformer. Certains seraient prêts à céder un peu de liberté en échange de plus de sécurité, de compétitivité, à composer avec des Poutine, des Erdogan. Quand on commence à entrer dans cet esprit, on perd tout de suite la bataille culturelle, celle de dire que l'espace démocratique, nos valeurs ne sont pas incompatibles, au contraire, ce sont des clés pour la croissance, le bien-être et la possibilité d'une coexistence pacifique.

En conclusion, je dirais que nous sommes dans un enjeu, un débat, un combat culturel d'influences et d'idées qui est terriblement difficile parce qu'il faut parler le langage de la vie. On a vu des personnalités qui représentent les extrêmes, des anti-européens, clamer qu'ils ne veulent pas des gens qui viennent d'ailleurs, et que, donc, ils ne veulent pas de l'Europe, ce lieu d'intégration, qu'ils veulent rester dans l'entre soi, avec leurs valeurs et leurs façons de vivre. Ce message simple passe très bien. Il doit trouver en face une réaction capable de parler le même langage de la vie. C'est le problème des euroépistes, y compris moi, ceux qui voulons et faisons l'Europe, nous parlons un langage qui est parfois peu compréhensible par les gens, qui n'est pas le langage de la vie, celui qui touche à la vie concrète de chacun – les droits de travailleurs, l'égalité homme/femme, etc. Ce ne sont pas des discours abstraits, mais le futur de nos enfants.

Si nous, Européens, nous sommes unis, nous serons influents dans le monde. Sinon, la rencontre entre Xi Jinping et Trump aboutira à ce que Schmidt et Giscard ont créé à Rambouillet en 1974-75. Nous savons que nous possédons toute la force, l'attractivité, la créativité pour faire en sorte que le futur du monde soit encore un futur dans lequel l'Europe, bien que plus petite et différente du passé, ait la responsabilité que ces valeurs ne restent pas qu'euroépennes. Cette bataille d'influence est celle de

---

<sup>1</sup> Voir Enrico Letta, *Faire l'Europe dans un monde de brutes*, Fayard, 2017.

cette génération et des suivantes. C'est une bataille compliquée qu'il faut mener avec les nouveaux moyens, les réseaux sociaux, Internet, la connectivité du langage, même si, finalement, la vraie raison pour laquelle on fait les choses reste la même, comme le dit si bien la petite histoire suivante que l'on racontait dans mon pays.

Un voyageur, traversant une ville au Moyen Âge, voit deux maçons qui empilent des pierres sur la place centrale. Il demande à ces deux hommes ce qu'ils sont en train de faire. L'un dit, l'air triste : « Tu vois bien, j'empile des pierres. » L'autre lui dit avec un sourire : « Je participe à la construction de la cathédrale de la ville. » Il est lui aussi en train d'empiler des pierres, mais il intègre ce geste dans un projet de longue durée, ce qui donne du sens au geste en lui-même, à son travail et à sa vie. Nous avons perdu le sens de construire des cathédrales, des projet de long terme, qui sont pour nos enfants et leur futur. L'Europe doit se consacrer au sens de ce projet de long terme, ne pas se focaliser sur les prochaines élections. De même que les cathédrales nous ont été léguées, de même nous devons, en tant qu'Européens, penser aux générations futures. L'Europe avec ses valeurs est la meilleure raison pour s'engager dans une bataille qui est avant tout culturelle.

**JEAN-BAPTISTE FRANÇOIS** : En quoi l'Europe qui serait une nécessité dans votre argument, pourrait répondre à un désir d'exister en tant que « nous » ? Quel serait ce « nous » européen ?

**ENRICO LETTA** : Je pense que la question nous renvoie à l'éducation et à la pédagogie. Que veut dire pour nous être européen et quel genre d'Europe nous voulons construire ? Le plus grand succès a été, du point de vue des outils concrets, Erasmus, un des produits de l'époque Jacques Delors. Ce projet avait pour objectif que les gens se connaissent, se rencontrent. Quand on fait connaissance l'un de l'autre, on comprend ce qui nous unit.

J'ai rencontré quelques jours avant sa mort un grand écrivain italien, Umberto Eco. La dernière chose que j'ai apprise de son immense savoir était qu'il fallait travailler sur la connaissance. Toutes les guerres sont issues d'un manque de connaissance. C'est un grand projet sur lequel travailler : la connaissance entre nos jeunes, nos familles, nos sociétés. Je ne parle pas d'aller en vacances en Grèce ou en Italie. Il s'agit de voir que nous, les Européens, nous sommes « à la maison » dans chacune des autres villes européennes.

Je pourrais faire une longue liste de choses à changer, le budget de la zone euro, le fonds monétaire européen, l'union bancaire, mais je pense qu'à la fin, le vrai défi est un défi culturel et pédagogique. Parce que nous vivons l'accélération de la mondialisation. Je ne parle pas de la mondialisation, nous la vivons depuis 25 ans, mais de son accélération. Si l'on pense à nos smartphones, ils ont mille fois plus de puissance que l'ordinateur qui a envoyé l'homme sur la lune. Aujourd'hui, dans le monde, il

y a en moyenne, dans une journée, 20 milliards de textos qui s'échangent et 60 milliards d'autres messages. Quel est l'effet de tout cela ? Nous sommes dépaysés parce que nous voyons en direct cette mobilité, les migrations, et nous avons peur, nous craignons de perdre nos identités. Nous réagissons sur un plan émotionnel.

Dans mon cours à Sciences Po, j'ai 90 étudiants qui viennent de partout dans le monde. Le lendemain du référendum en Catalogne, le titre de mon cours était la gouvernance de la zone euro. Les étudiants ont demandé à parler de la Catalogne. J'ai donc proposé un référendum en leur demandant de répondre, « avec leur estomac », à une question : « Êtes-vous pour Madrid ou pour Barcelone ? ». Ce sont des étudiants de master en relations internationales, parmi les meilleurs au monde, la réponse aurait dû être 90 % Madrid et 10 % Barcelone ; la réponse a été 45 d'un côté, 45 de l'autre. À la fin, les émotions, la politique, l'identité deviennent plus forts que les aspects légaux. Nous avons peur de perdre nos identités dans cette accélération de la mondialisation. Voilà pourquoi j'insiste tellement sur l'éducation, la pédagogie et la culture. L'Europe doit se pencher plus encore sur ces sujets, sur lesquels elle se met toujours en retrait, car ils relèvent des États membres. Ce qui fait que, dans nos classes, on ne parle pas d'Europe.

TABLE DES QUESTIONS<sup>1</sup> : *Vous avez peu parlé du social. Vous avez parlé de l'enjeu de la croissance. De quelle bonne croissance parler ?*

**ENRICO LETTA** : La question des droits des travailleurs est une des grandes questions européennes et c'est une des forces de l'Europe dans le monde. À Göteborg, les premiers ministres européens ont fait un pas important, un pas fondamental, fruit de l'héritage Jacques Delors qui, en quittant la présidence de la Commission européenne avait laissé cette idée d'Europe sociale, idée qui n'avait pas été beaucoup suivie...

– *Pourquoi l'Europe est-elle encore tellement rejetée aujourd'hui ?*

**ENRICO LETTA** : Je parle en tant qu'italien, c'est le pays parmi les pays fondateurs dans lequel il y a le plus de rejet. Le fait est que nous n'avons pas été capables d'adapter la réponse européenne aux nouveaux défis posés par le changement et qui génèrent la peur de l'ouverture, la peur de perdre son identité, la crainte du chômage, la peur de l'autre. L'Europe n'a pas réussi à se transformer, elle est perçue comme l'instrument froid de la mondialisation et les populations la rejettent en même temps que cette mondialisation.

L'Europe est souvent perçue comme l'institution qui dit non. Et trop souvent, c'est dû à la faiblesse des gouvernements nationaux qui cherchent toujours à être ceux

---

<sup>1</sup> Pierre-Yves Stucki et Arnaud Broustet relayaient les questions de la salle.

qui disent oui – alors qu'ils savent que ce n'est pas possible et que c'est quelqu'un d'autre qui va dire non. C'est un manque de responsabilité énorme.

L'Europe a perdu la voix. Allez voir la carte du vote du Brexit, car elle est très parlante. Toutes les grandes villes ont voté contre le Brexit. Toute la campagne anglaise (sauf l'Écosse) a voté en faveur du Brexit et, parmi les villes petites et moyennes, deux seulement ont voté contre : Oxford et Cambridge.

Ce n'est pas très différent de ce qui s'est passé aux États-Unis, où l'on remarque que les côtes ouest et est ont voté contre Trump, alors que le centre a voté pour lui. À Washington DC, Trump a recueilli 7 % de voix, Clinton 93 %. Ce n'est pas seulement l'Europe qui est appelée à changer, mais la politique.

Aujourd'hui la politique et l'Europe ne parlent plus, ou difficilement, à tous ces milieux qui ne sont pas les milieux heureux de la mondialisation, que l'Europe interprète normalement très bien. Quel est le grand but de la prochaine législature européenne ? Il faut s'occuper de ce clivage, mettre sur la table des sommets européens des outils, des projets, des grandes idées pour l'Europe des régions, des territoires, pour l'Europe des gens qui sont enracinés dans leur territoire. Si on procède ainsi, la révolution commence et c'est une révolution positive.

*– Vous proposez de passer d'une attractivité économique à une attractivité des valeurs, est-ce réaliste de se contenter d'un rayonnement sur les valeurs si cela ne s'appuie pas d'abord sur une solidité et une puissance économique qui n'est jamais acquise pour toujours ?*

*Quelles sont ces valeurs, comment les formuler de manière à susciter l'adhésion ? Une fois formulées, comment articule-t-on l'affirmation de ces valeurs, avec une inspiration chrétienne assez évidente, avec cette devise de l'unité dans la diversité, à la fois en interne – certains s'interrogent sur la place à faire à des pays de tradition musulmane, citant la Turquie – mais aussi avec le reste du monde, sans tomber dans un jeu d'affirmation compétitive des valeurs entre l'Europe et l'Asie par exemple ?*

**ENRICO LETTA** : Je ne pense pas que se battre pour une Europe puissance de valeurs soit une alternative à une Europe puissance économique. La question est justement de démontrer au monde qu'on peut être les deux ensemble, que la puissance économique ne s'oppose pas à l'espace des valeurs démocratiques, du droit des travailleurs, etc. Quand on parle de valeurs, ce n'est pas abstrait : la question du climat et de l'environnement est une question clé. À Pékin, vous ne pouvez pas circuler sans masque. Je ne veux pas que le futur de nos villes ressemble à ça. Je ne veux pas que mes enfants vivent dans ce monde-là. La question de la puissance économique ne peut pas être abordée comme on le faisait auparavant. Quand je dis que le monde a changé par rapport à l'Europe, ça change aussi la façon dont on doit devenir puissance économique de demain.

Autrefois, chaque champion national économique français était automatiquement champion européen et champion mondial, en raison du poids de nos pays. Nous entrons dans un temps où si je vous demande quel est le pays d'origine de votre smartphone, vous vous divisez en trois groupes : Corée du Sud, Chine, États-Unis. Aujourd'hui pour être champion européen et donc mondial, il faut avoir les pieds dans plusieurs pays européens. Prenons l'exemple d'Airbus : on ne peut battre Boeing que si on est tous les Européens ensemble. Dans certains domaines, en tant que consommateurs, nous choisissons ce qui marche bien, que ce soit les voitures, les avions, les smartphones. En matière de téléphonie, nous devons changer la réglementation européenne qui préconise la fragmentation et s'oppose aux fusions, car c'est contre le consommateur. C'est juste, mais avec des limites. En matière d'opérateurs téléphoniques, nous avons quatre ou cinq opérateurs dans chaque pays d'Europe, ce qui fait une centaine d'opérateurs téléphoniques, alors qu'il y en a trois aux États-Unis et quatre en Chine. La dimension de l'opérateur américain ou chinois est cinquante fois plus grande que la dimension moyenne de l'opérateur européen. On comprend où est le problème, en termes de force, de puissance sur les données – l'or noir du futur –, en termes d'influence dans le monde, en termes de puissance économique. Il faut donc abattre les frontières. Il faut que nos champions européens soient issus d'une coopération entre nos pays, et là le passeport ne compte plus.

Si on est intelligent, le futur est un futur de coopération industrielle entre pays d'Europe. C'est la seule possibilité pour l'Europe de rester une puissance économique qui serait liée à la question des valeurs. Chacun de nos pays doit faire un pas.

Je termine avec une petite histoire : que veut dire « Bruxelles » ? Dans mon livre, j'utilise le terme « dé-bruxelliser ». Car si l'on donne l'impression que Bruxelles est la grande capitale de l'Europe, on insuffle l'idée que l'Europe est un super État qui va effacer nos identités nationales. L'Europe doit venir compléter nos identités nationales.

Pourriez-vous vous définir avec un seul mot ? Moi, je suis italien, mais je suis aussi toscan, et je viens de Pise ! Florence et Pise se sont fait la guerre pendant huit siècles. Et si je n'ajoute pas que je suis européen aussi, je ne sens pas mon identité complète. Je pense que l'Europe complète nos identités. Nous pourrions entrer dans le futur d'un monde hyper-connecté grâce à des identités multiples.